

---

JAN VELAERS  
**«Albert I, Koning in tijden van oorlog en crisis,  
1909-1934»**  
Tielt, Lannoo, 2009, 1192 p.

La biographie du roi Albert proposée par l'historien et juriste Jan Velaers est impressionnante. En quelque mille pages, l'auteur retrace le règne du troisième roi des Belges avec une minutie qui force le respect.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : il s'agit bien d'une biographie politique. Dès l'introduction, l'auteur explique clairement sa problématique de recherche. L'ouvrage

analyse le rôle du Roi en politique, la façon concrète dont Albert I<sup>er</sup> a exercé ses pouvoirs, particulièrement dans deux domaines : la démocratisation du pays et la question linguistique. Autrement dit, on ne trouvera pratiquement rien dans ce livre sur la vie familiale d'Albert, ses relations avec la reine Élisabeth et leurs enfants, sa façon de concevoir son rôle d'époux et de père. De même, ses voyages au Congo, aux États-Unis, au Brésil, etc., sont à peine évoqués, alors que ses Joyeuses Entrées, comme ses visites à la population belge lors de catastrophes, sont complètement ignorées. Enfin, le rôle du Roi dans le domaine colonial n'est guère plus développé. Cela n'enlève évidemment rien à la qualité d'un ouvrage qui se centre sur l'exercice de la fonction royale et le rôle du roi Albert dans l'évolution politique de la Belgique de 1909 à 1934.

En effet, Jan Velaers développe son sujet avec rigueur et honnêteté, en s'appuyant sur une documentation extrêmement abondante, toujours clairement présentée. Le propos suit une structure simple et efficace en six parties.

La première partie est consacrée à la formation du prince Albert. Fils cadet d'une famille nombreuse, ce n'est qu'à seize ans, à la mort de Baudouin, un grand frère admiré et aimé, qu'il devient l'héritier de la Couronne. Sa formation est alors accélérée. Le gouverneur de son frère, Bosmans, le sensibilise à la question sociale comme à la question linguistique. Toutefois, malgré une évidente bonne volonté, Albert ne maîtrisera jamais tout à fait la langue de Vondel. Son passage à l'École militaire, s'il n'est pas facile, lui permet de rencontrer une série de personnes – tels Francqui,

Galet ou Theunis – dont le rôle sera, par la suite, important.

La deuxième partie retrace les débuts du règne. À travers d'excellentes remises en contexte, l'auteur montre combien le roi Albert, dès le début de son règne, cherche à affirmer son rôle de souverain. Particulièrement lors de la crise des bons scolaires en 1911, il s'efforce de contrecarrer l'extrémisme conservateur et à calmer la colère des gauches, en recevant plusieurs ministres d'État et en le faisant savoir à l'opinion publique. Le résultat, même non consciemment poursuivi, est la chute du gouvernement Schollaert. De même, lors de la grève ouvrière de 1912, le Roi intervient pour calmer le jeu. Il est vrai que, dès avant la Grande Guerre, il est pour une extension du droit de suffrage (corollaire presque obligé du service militaire obligatoire qu'il souhaitait et obtint). La question linguistique, en revanche, est plus angoissante pour lui parce qu'à ses yeux elle risque de miner l'unité du pays. Si le Roi comprend le désir flamand de créer une élite flamande et s'il estime aussi que les griefs exprimés par Jules Destrée dans sa "lettre au Roi" sont justifiés, il ne peut accepter la séparation administrative. Les Wallons refusant le bilinguisme pour tout le pays, peut-on l'imposer uniquement en Flandre ? La solution au problème linguistique n'est pas évidente. Or, ce problème touche aussi l'armée au moment où la situation internationale devient critique : depuis la crise d'Agadir, le Roi et d'autres sont convaincus qu'il faut se préparer à la guerre et que le danger provient de l'Allemagne. On aurait aimé que l'auteur s'interroge plus profondément sur la façon dont le Roi concevait la neutralité du pays

et qu'il se pose la question de savoir si le Souverain avait conscience des différents cas de figures possibles et s'il suivait les intéressantes questions soulevées par le département politique du Ministère des affaires étrangères en cas d'agression militaire sans ultimatum. Quoi qu'il en soit, la Belgique opte finalement en 1913 pour le service personnel obligatoire et pour une armée bilingue, mais les cadres ne suivent pas. Le Roi, quant à lui, souhaite alors des unités régionales au sein d'une armée nationale. En tant que chef d'armée en guerre, on le sait, il estime ne pas devoir se soumettre au contreseing ministériel. Le moment venu, le roi Albert prend effectivement la tête de l'armée.

La troisième partie traite de la Première Guerre mondiale. L'auteur offre ici une belle synthèse des nombreux travaux traitant du Roi et de son gouvernement dans la guerre. Il met bien en évidence la question constitutionnelle du Roi chef d'armée avec ou sans contreseing ministériel et les incessantes tensions entre le Roi et ses ministres à ce propos. Malgré tout, le lien entre le Roi et son gouvernement (surtout via de Broqueville) ne sera jamais rompu. L'annexionnisme est un autre sujet de tensions avec certains ministres. Le Roi n'y est pas favorable; il reste attaché à la neutralité jusqu'à la fin de la guerre. En effet, il ne souhaite pas 'partager' son armée avec les Alliés qu'il ne considère que comme des garants. L'auteur retrace également les tractations secrètes avec l'Allemagne en 1915-1916. Tractations illusoires, les conditions allemandes étant inacceptables. Enfin, l'évolution de la question linguistique pendant la guerre et l'impuissance du Roi dans ce domaine sont bien présentées.

Les espérances du Mouvement flamand loyaliste envers le Roi seront donc déçues. Tandis que les dérives activistes en pays occupé viendront encore compliquer les choses.

La quatrième partie, consacrée à la sortie de guerre, est la plus passionnante. C'est à la loupe que l'auteur examine tous les documents possibles pour retracer au plus près les négociations et le rôle du Roi dans l'avènement du suffrage universel. Si l'affaire de Loppem ne sort pas profondément bouleversée de cette analyse, elle y gagne énormément en précision et en nuance. L'auteur met en lumière toute l'influence du Roi dans la montée d'une nouvelle génération d'hommes politiques : à Loppem, c'est le Roi qui donne à Janson une liste de personnes qu'il souhaite voir (malheureusement, cette liste n'existe plus) et, tout au long de la formation du nouveau gouvernement, il agit pour que les politiciens acceptent des compromis et que l'on évite une agitation sociale "sérieuse sans être grave". L'auteur aborde également la révision du statut international de la Belgique et les immenses déceptions belges lors des négociations qui aboutiront au traité de Versailles. La visite du Roi à Paris pour plaider la cause belge auprès des Alliés fait impression, mais n'apporte guère de résultats.

Dans la cinquième partie, l'auteur retrace l'action politique du Roi jusqu'à la fin de son règne. À nouveau, les abondantes et très solides remises en contexte rendent l'analyse claire et accessible à un large public. Dès lors, on s'étonne que certains événements soient moins bien contextualisés. C'est le cas de l'occupation de la

Ruhr, alors que le livre de R. Depoortere sur la question des réparations l'aurait permis. C'est le cas également de la répression des inciviques et des positions du Roi dans ce domaine. L'auteur, à la suite de J. Stengers, explique que le Roi n'est pas contre l'exécution de Douhard, un traître qui livra au poteau une vingtaine de patriotes, mais il ne veut pas entrer en conflit avec son ministre de la Justice Vandervelde. Cela ne signifie pas que le Roi est pour la peine de mort en général. La population belge aussi a réclamé l'exécution de Douhard, mais elle n'a jamais demandé l'exécution des activistes. Ce ne sont là que des détails, bien sûr. L'Entre-deux-guerres, globalement, c'est le difficile apprentissage de la démocratie et des gouvernements de coalition dans un contexte de crise économique, sociale et morale. Le pays est d'abord à reconstruire, alors que les réparations sur lesquelles on comptait n'arrivent pas. Il faut stabiliser le franc. Ensuite la crise de 1929 s'abat sur la Belgique comme sur l'ensemble de l'Europe. Les socialistes revendiquent le service militaire de six mois. Et la question linguistique s'insinue dans tous les dossiers. Dans ce contexte instable, le Roi joue un rôle majeur, particulièrement lors de la formation des nombreux gouvernements qui jalonnent son règne. S'il est au-dessus des partis, il est clair qu'à ses yeux la pire coalition possible est celle des socialistes et des flamingants. Il fera tout pour l'éviter, appuiera certains hommes politiques jugés modérés, en écartera d'autres. Publiquement, le Roi soutiendra à plusieurs reprises l'un ou l'autre de ses ministres ou le gouvernement tout entier. Il n'y a pas à dire, le roi Albert a exercé ses pouvoirs au maximum et fait de la monarchie belge une monarchie active. Or,

l'auteur montre fort bien que le soutien public du Roi est parfois demandé par les ministres eux-mêmes. Ce n'est donc plus le gouvernement qui couvre la Couronne, mais l'inverse ! Si le roi Albert, protégé par son prestige, n'est guère critiqué, ses interventions ne font pas toujours l'unanimité.

La sixième et dernière partie est consacrée à la question linguistique après la guerre. Autant l'influence du Roi dans les politiques économiques et sociales est grande, autant son impuissance est manifeste dans la question linguistique. C'est en vain qu'il cherche à faire avancer les choses pour arriver à l'apaisement, tout en préservant l'unité nationale. Pour l'université de Gand, il joue un rôle actif en faveur du cursus bilingue instauré en 1923. Mais cette solution s'avère bancal et débouchera sur la flamandisation complète en 1930. Face à la radicalisation du Mouvement flamand et au constant refus wallon du bilinguisme, les angoisses royales ne font qu'augmenter. Ainsi, en ce qui concerne l'armée, le Roi ne souhaite plus de recrutement régional après la guerre, parce qu'il y voit désormais un danger pour l'unité du pays. Pourtant, petit à petit, la Belgique se dirige vers l'unilinguisme de la Flandre comme de la Wallonie à tous les niveaux. L'unité linguistique des régions est consacrée par la loi de 1932. La dernière intervention du Roi, en 1934, concerne la question de l'amnistie des traîtres. Cette question a toujours provoqué une levée de bouclier du côté francophone et suscité la colère des anciens combattants (à l'exception non négligeable des VOS). Le Roi propose qu'une commission de trois magistrats examine les dossiers litigieux au cas par cas. Dans l'immédiat, c'est l'apaisement.

Pourtant, à la veille de la mort du Roi, la question linguistique n'est pas résolue. L'unité du pays pour laquelle il s'était engagé jusqu'à découvrir quelque peu la Couronne, n'est pas assurée.

Le livre se termine de façon un peu abrupte. Mais il est vrai que l'excellente introduction contient à la fois la problématique et les conclusions de cet immense et remarquable travail.

*Laurence van Ypersel*